

Relevé

t.311 Honduras 9 - NY/ gs

Berne, le 14 septembre 1978

ENTREE EN MATIERE

1. Au Directeur de la Coopération au développement et de l'aide humanitaire
2. Projet : Aide financière Honduras
3. Pays : Honduras
4. Réserve : US\$ 8,74 mio soit environ Fr.s. 15.0 mio
5. Cadre général (voir également fiche signalétique annexée)

En fonction des nouveaux accents de notre politique de coopération au développement, nous avons décidé au cours de l'année 1975 d'inclure le Honduras au nombre des foyers de concentration de nos activités en Amérique latine, à côté de la Bolivie et du Pérou. Depuis lors, des crédits d'un total de Fr. 4,1 mio ont été libérés pour financer nos projets bilatéraux dans ce pays, dans les domaines suivants :

- formation rurale
- puits ruraux
- mécanisation agricole
- réduction des pertes alimentaires
- production de pommes de terre et de haricots

Notre choix se fondait avant tout sur le fait que le Honduras est à l'antépénultième rang de l'Amérique latine en ce qui concerne son PNB, et figure parmi les pays qui ont été les plus touchés par les récents événements économiques mondiaux.

Les expériences faites avec le Honduras depuis 1975 nous ont appris que le gouvernement de ce pays, bien que militaire n'en est pas moins relativement éclairé. En d'autres termes, il est possible de réaliser au Honduras des projets de développement bénéficiant réellement aux groupes sociaux les plus deshérités.

Ces raisons nous ont incité à retenir le Honduras comme l'un des deux pays prioritaires entrant en considération pour un projet d'aide financière en Amérique latine, l'autre étant la Bolivie.

6. Le projet

Sur la base de ce qui précède, nous avons examiné avec nos partenaires honduriens les projets pouvant se prêter à une aide financière. Le Conseil Supérieur de Planification Economique (CONSUPLANE) et du Ministère des Ressources Naturelles (MRN) ont manifesté leur



préférence pour un projet de développement rural des régions frontalières, portant sur la micro-région de Marcala, et nous ont soumis un volumineux document de projet. Celui-ci a été analysé par M. Bernard Comby, du Bureau d'études économiques et sociales, que nous citons ci-après en le résumant (voir également carte ci-jointe) :

### 6.1. Diagnostic sommaire de la micro-région de Marcala

Population : environ 30'000 (total régions-frontières 230'000 Honduras 2,8 mio),

taux de mortalité infantile 57,6 ‰  
(Honduras 33,4 ‰)

Economie : 85% des emplois sont dans le secteur primaire, revenu annuel par habitant d'environ 70 dollars, soit environ un cinquième de la moyenne nationale

Social : analphabétisme très élevé, 88% des habitants sans eau potable, 95% sans électricité, 2 médecins pour 30'000 habitants

Spatial : superficie 1'300 km<sup>2</sup>, huit communes, territoire montagneux compris entre 1'300 et 2'000 m

En résumé : les principaux problèmes sont la faible productivité, les bas revenus monétaires, la faible capacité d'investissement, l'absence de mécanismes de participation, l'absence de formation en faveur de la participation.

### 6.2. Analyse du plan de développement de la micro-région de Marcala

Objectifs : voir annexe A (p. 7 du rapport Comby)

Contenu : le plan comporte les 5 projets suivants :

1) recherche et vulgarisation agricoles

- en 5 ans, 297 essais de culture et 151 d'élevage
- transition graduelle des essais à la production

2) plans de production agricole

- maïs, haricots, pommes de terre, blé, bétail laitier
- la surface couverte par ces plans sera de 3000 ha, soit le 50% du territoire régional utilisé actuellement pour les cultures annuelles
- 1000 familles d'agriculteurs participeront à ces plans de production

3) organisation et formation agricoles

- organisation de cours spécialisés et visites
- mise sur pied progressive de 8 coopératives de production, 8 de consommation et 1 de services

4) commercialisation agricole

- création d'un centre unique de stockage et de conditionnement à Marcala, appuyé par deux centres de ramassage intermédiaires

5) infrastructure physique et de services

- construction de réseaux techniques (p.ex. routes) en ayant recours à un large emploi de main d'oeuvre
- dotation en services communautaires et équipements (santé publique, amélioration de l'habitat)
- construction d'une infrastructure pour la production et la commercialisation (centre de stockage, centres de ramassage, garage-atelier, locaux de vente, etc. etc.)

Coût : voir annexes B et C (p. 21 et 23 du rapport Comby)

6.3. Synthèse

Indéniablement, ces cinq projets constituent un tout bien articulé répondant à des besoins vitaux de la micro-région. Malgré leurs lacunes et leurs insuffisances, ils revêtent une importance capitale pour la promotion du développement de cette micro-région-frontière. Ils s'inscrivent parfaitement dans le cadre d'un développement régional intégral à partir de deux activités économiques potentiellement motrices : l'agriculture et l'élevage.

En conclusion, ce plan répond au niveau national à un besoin social de correction du développement. Sa portée économique est par conséquent réduite. Dans cette optique, l'impératif d'accélération de la croissance passe évidemment au second plan.

Mais, ce plan aura le grand mérite de créer une certaine dynamique du développement au sein d'une des régions les plus critiques du pays.

7. Préparation du projet

Après discussion du rapport Comby, nous estimons qu'en dépit de certaines lacunes évidentes, l'étude du projet mérite d'être poursuivie sur place. Nous prévoyons de confier cette mission (financée par un petit crédit) à M. Bernard Comby, en lui adjoignant un ingénieur-agronome expérimenté, en poste dans un de nos projets d'Amérique latine (p.ex. MM. Blanc, Horber, Jutzi, etc.).

Avec leurs homologues honduriens désignés, les deux consultants suisses étudieront en détail l'avant-projet élaboré par nos partenaires honduriens pour l'améliorer ou, si nos partenaires

désirent le conserver tel quel, d'identifier un projet de rechange dans une zone adjacente. Les lacunes sont entre autre les suivantes :

- montant prévu trop élevé par rapport à la population
- durée d'exécution trop courte
- estimations trop optimistes de l'accroissement de la production
- mesures insuffisantes pour garantir les prix agricoles
- manque de clarté en ce qui concerne la propriété du sol,
- etc.

Nos deux consultants auront également à répondre au questionnaire ci-joint (annexe D).

Le temps d'exécution de la mission est estimé à trois semaines plus une semaine pour la préparation de la mission, la rédaction d'un rapport et le debriefing. Son coût sera de 23'000.-

#### 8. Budget de la contribution suisse pour 5 ans

Selon le détail de l'annexe C, US\$ 8,74 mio, soit environ

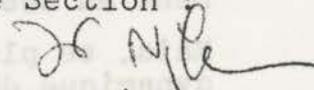
Fr.s. 15,0 mio

#### 9. Proposition

Entrer en matière, inscrire au programme d'aide financière une réserve de Fr.s. 15,0 mio, et autoriser l'exécution de la mission mentionnée sous point 7.

Le Chef de Section :

a.i.



(J.P. Nyffeler)

t.311 Honduras - DF/we

3003 Berne, le 8 octobre 1976

## H O N D U R A S

Depuis le début du siècle, la croissance économique du Honduras a été extrêmement faible (croissance du PNB réel par tête: 0,4 % par an de 1925 à 1950, 0,7 % de 1950 à 1975). C'est aujourd'hui un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidentale (350 \$ par tête de revenu national annuel, les deux cinquièmes les plus pauvres de la population ayant un revenu par tête de l'ordre de 70 \$ par an). Le taux d'analphabétisme adulte est proche de 50 %, le niveau nutritionnel insuffisant (la consommation moyenne de protéines se situe à 56% des normes établies par l'OMS). La population rurale (70 % des 2,9 millions d'habitants) paie le plus lourd tribut à la misère; la BIRD estimait en 1974 que la population rurale comptait environ 300'000 familles, dont 100'000 avaient un revenu supérieur au minimum vital (les 75'000 familles possédant plus de cinq hectares et les 25'000 ouvriers des compagnies bananières) et 200'000 un revenu inférieur au minimum vital (100'000 familles possédant moins de cinq hectares et 100'000 familles sans terre).

Les ressources naturelles sont rares et mal exploitées. Les meilleurs sols agricoles sont la plaine côtière méridionale (coton, tabac, sucre) et certaines vallées intérieures (élevage extensif, café). Le reste du territoire est accidenté, et se prête mal aux cultures vivrières (maïs, haricots et millet); c'est cependant de ces pentes érodées que le paysan hondurien tire son alimentation. Une autre ressource importante du pays reste la forêt, conifères et bois tropicaux (7,4 millions d'hectares, soit les deux tiers de la surface du pays; 2,2 millions d'hectares ont été presque entièrement détruits par le système des cultures sur brûlis). De maigres gisements minéraux, difficilement exploitables à cause des lacunes du réseau de transport et partiellement épuisés pendant la période

coloniale, complètent l'inventaire des ressources naturelles. La seule production d'énergie nationale étant hydroélectrique, le Honduras a subi très fortement les contrecoups de l'augmentation du prix du pétrole. L'Organisation des Nations Unies l'a rangé parmi les pays les plus gravement affectés par les récents événements économiques internationaux.

Depuis le début du siècle, la production de bananes, assurée principalement par deux compagnies étrangères, joue un rôle dominant dans l'économie du pays. De 1925 à la seconde guerre mondiale, les bananes représentaient 90 % des exportations honduriennes. Cette part allait diminuant au profit du café, de la viande et du bois lorsque l'ouragan Fifi, en 1974, suivi par une sécheresse en 1975, vint accélérer le mouvement: la moitié des plantations de bananes fut détruite et la part aux exportations globales passa de 50 % en 1971 à 25 % en 1974.

La grève de plus de trois mois des ouvriers de plantations bananières (1954) aboutit à une première amélioration sensible de leurs conditions de vie (augmentation de salaires, amélioration du logement et soins médicaux) et à la reconnaissance de leurs droits syndicaux. Le Honduras se caractérise aujourd'hui par l'existence de trois puissantes organisations de paysans - réunies depuis 1975 au sein du Front d'unité paysanne - qui comptent plus de 100'000 membres. La pression de ces organisations a largement contribué à ce qu'en 1972 des mesures temporaires de réforme agraires soient prises, confirmées par la loi de réforme agraire de janvier 1975.

Au cours des années 60, les premiers investissements d'infrastructure (voies de communication et énergie hydroélectrique) furent entrepris. Au début de la même décennie, la création du Marché commun centraméricain n'améliora pas sensiblement la situation du Honduras, à cause du manque d'infrastructure et de base industrielle (la petitesse du marché intérieur, morcelé géographiquement et

vivant largement en dehors d'une économie monétaire, le poids des compagnies étrangères et le pouvoir politique des propriétaires fonciers avaient freiné le développement industriel). La participation du Honduras au Marché commun régional a contribué à la création de quelques nouvelles industries (détergents, cosmétiques, produits métalliques et plastiques, conserves), venant s'ajouter aux autres biens de consommation déjà produits localement (boissons, textiles, etc.). Mais la structure industrielle ne se modifia que peu: les biens de production sont toujours importés. Plus de la moitié de la production industrielle est réalisée à San Pedro Sula (2<sup>e</sup> ville du pays avec 200'000 habitants), véritable capitale de l'enclave bananière. Le déficit commercial du Honduras avec les pays voisins s'est accru tout au long des années 60 amenant le Honduras à prendre des mesures protectionnistes en 1971. La guerre de 1969 a rompu toutes les relations économiques avec Le Salvador, son principal partenaire commercial.

Le gouvernement militaire qui prit le pouvoir en 1972 a entrepris une série de mesures devant favoriser la croissance industrielle et l'intégration dans l'économie nationale d'une paysannerie trop misérable pour constituer un marché pour une production nationale. Il a donc promulgué une réforme agraire dont le but est le transfert aux paysans sans terre des propriétés de l'Etat et des terres en friche ou sous-exploitées des domaines latifundiaires. La bataille juridique et politique qui oppose le gouvernement à la bourgeoisie rurale freine considérablement la réalisation de la réforme agraire. Parmi les autres mesures prises par le gouvernement au cours des trois dernières années, citons en 1974 la promulgation de la loi forestière et la création de la Corporation hondurienne de développement forestier (COHDEFOR), la création de la Corporation nationale de l'investissement (CONADI), la création en 1975 de la Corporation hondurienne de la banane, le contrôle des prix alimentaires introduit

en 1973 et la fondation, en 1974, d'une agence gouvernementale de vente de produits de première nécessité (BANASUPRO), la construction du port de San Lorenzo (sur le Golfe de Fonseca) et la mise en chantier d'une deuxième centrale hydroélectrique. Un plan national de développement (1974 - 1978) a pour but de coordonner les mesures sectorielles. La faiblesse des ressources publiques, le cloisonnement des divers services gouvernementaux et la forte centralisation des décisions, ainsi que l'accumulation de catastrophes naturelles, rend l'application de ce plan nettement plus lente que cela n'était prévu.

H O N D U R A SAnnexe1) Données générales

Superficie : 115'200 km <sup>2</sup>	BIRD 74
Population : nombre : 2'781'000 hab.	BIRD 73
densité : 24 hab./km <sup>2</sup>	65
taux de croissance annuel moyen: 3%	BIRD 73
population active : -agricole 65,1%	BIRD 72
-industrielle 11,9%	" 72
-services 23 %	" 72

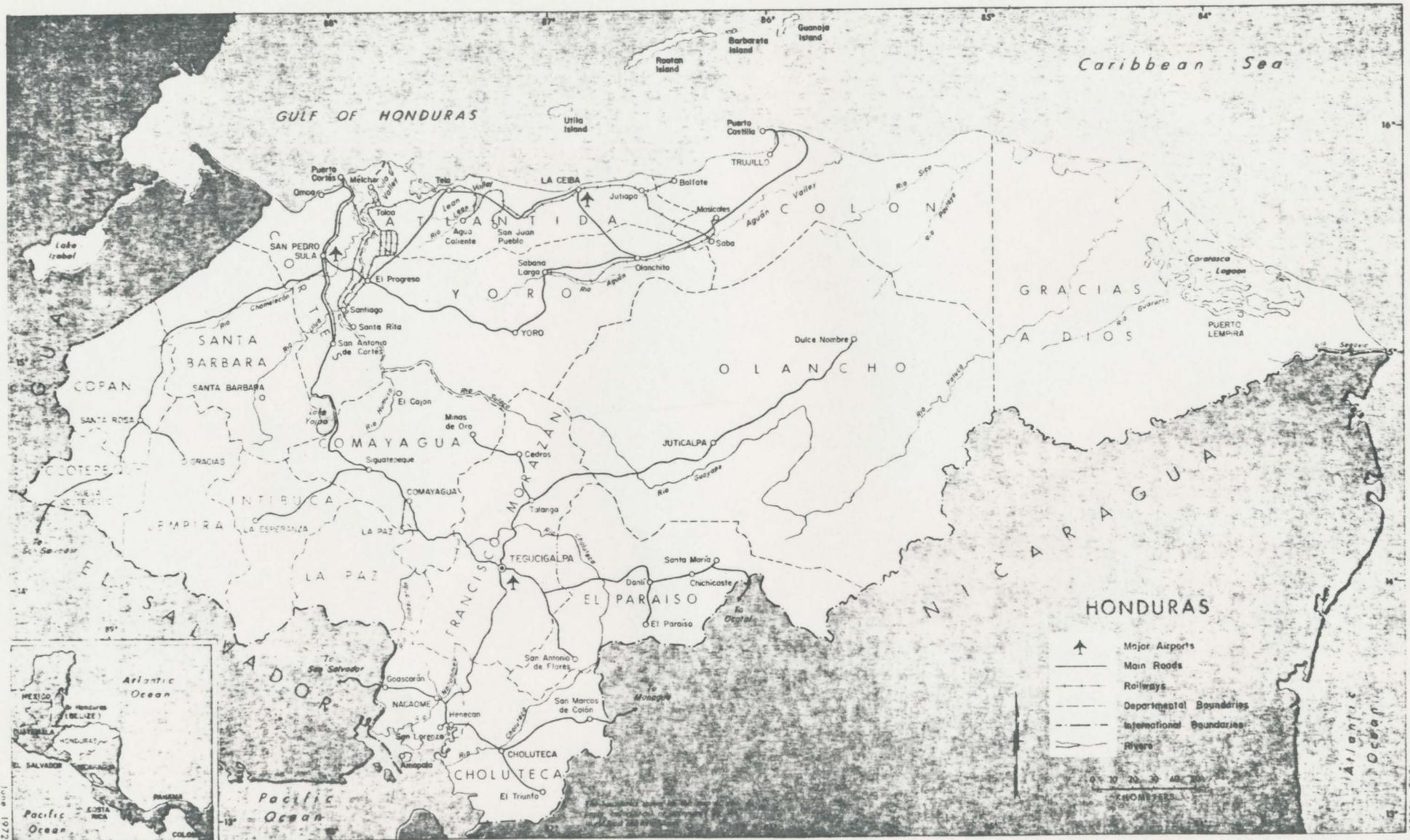
2) Données économiques et financières

PNB : montant : 890 Mios \$	BIRD 73
PNB per capita : 320 \$	" "
taux d'accroissement moyen	
du PNB réel : 4,5 %	" 70-73
taux d'accroissement moyen	
du PNB per capita : 1,1 %	BIRD 65-73
Composition du PIB :	OCDE 73
-- agriculture : 34,5 %	OCDE 73
-- industrie : 14,9 %	" "
-- exploitation sous-sol : 2,7 %	" "
-- autres activités (services) : 47,9 %	" "
Valeur des importations : 382 Mios \$	" 74
Valeur des exportations : 258 " "	" 74
Accroissement annuel moyen des	
exportations : 10,7 %	" 70-74
% des exportations dans le PIB : 26,3 %	" 73
% de l'épargne nationale dans le PNB 12,3 %	" 60-70
Principales exportations (% du total)	(bananes 27,1%)
	(café 16,4%)
	(produits 3,1%)
	manufacturés
Dette publique : montant : 132 Mios \$	OCDE 73
service : 11,1 " "	" 73
dont intérêt : 5,6 Mios \$	" "
% du Service de la dette dans les exportations : 4% "	73

Commerce avec la Suisse

SACES 1975

-- Import	8,6	Mios	Frs.
-- Export	4,5	"	"



OBJECTIFS GENERAUX, SPECIFIQUES ET ACTIVITES GENERALES (1)

OBJECTIFS  
GENERAUX

OBJECTIFS  
SPECIFIQUES

ACTIVITES GENERALES

1. Elevation du niveau de vie

1.1 Accroissement de la production

recherche  
diffusion

composantes  
technologiques

plans de pro-  
duction

rationalisation des res-  
sources existantes et nou-  
velles grâce  
- au crédit  
- à l'assistance technique  
- à la formation

1.2 Augmentation des revenus

organisation pour  
la commercialisation

2. Fixation de la population

2.1 Stabilité de l'emploi

2.2 Nouvelles possibilités de travail

- ouvrages d'infrastructure  
- technologie intermédiaire (intensive  
en main-d'oeuvre)  
- nouvelles organisation de la production

2.3 "Démarginalisation"

- organisation et formation

(1) cf. Secretaria de Recursos Naturales / IICA op. cit. p. 174

- 21 -

2.3 Le coût du plan

Soit environ  
\$ 420 par tête  
sur la base de la  
population actuelle

Le coût total du plan ascende à US \$ 13'158'604.-, dont US \$ 8'736'129.- à obtenir grâce à une aide extérieure, le solde soit US \$ 4'422'475.- étant pris en charge par le Honduras.

Ces montants se rapportent à une période de 5 ans. Ils se répartissent ainsi au cours de la période (en US \$):

Années	Aide extérieure	Fonds du Honduras	TOTAL
1	3'168'066.-	1'990'703.-	5'158'769.-
2	1'511'030	821'258.-	2'332'288.-
3	850'576	831'740.-	1'682'316.-
4	1'605'835.-	436'449.-	2'042'284.-
5	1'600'622.-	342'325.-	1'942'947.-
TOTAL	8'736'129.-	4'422'475.-	13'158'604.-

La répartition du coût total de US \$ 13'158'604.- entre les 5 projets, constituant le plan de développement, est la suivante:

Projets	en chiffres absolus	en %
Projet 1	388'906.-	3,0%
Projet 2	1'382'310.-	10,5%
Projet 3	563'366.-	4,3%
Projet 4	9'280'851.-	70,5%
Projet 5	1'452'531.-	11,0%
Divers	90'640.-	0,7%
TOTAL	13'158'604.-	100,0%

Tableau Répartition du coût global

Rubriques	Aide extérieure US \$	Honduras US \$	TOTAL US \$
1. Dépenses de personnel	383'440.-	986'100.-	1'369'540.-
2. Machines et équipements	284'165.-	31'700.-	315'865.-
3. Inputs et Matériel	406'854.-	11'585.-	418'439.-
4. Fonds de garantie	986'000.-	-	986'000.-
5. Réseaux techniques	4'061'200.-	1'059'300.-	5'120'500.-
6. Services communautaires et équipements	438'500.-	1'428'500.-	1'867'000.-
7. Services pour la production et la commercialisation	400'900.-	6'700.-	407'600.-
8. Adaptation des coûts (12%)	835'327.-	422'866.-	1'258'193.-
9. Imprévus (10%)	696'106.-	352'388.-	1'048'494.-
10. Autres (3,5%)	243'637.-	123'336.-	366'973.-
TOTAL	8'736'129.-	4'422'475.-	13'158'604.-

En conclusion, la Suisse devrait apporter son aide financière et technique à la réalisation de ce plan de développement.

t.300-8  
t.311 Honduras 9 - GI/bj

3003 Berne, le 13 septembre 1978

Aide financière Honduras  
Avant-projet de questionnaire

1. Analyses institutionnelles

Capacité des autorités locale et régionale de conduire un projet de cette nature;

Relation entre autorité régionale et autorité centrale;

Besoin de formation;

Besoin d'assistance technique;

Recommandation quant à l'organisation du projet, répartition des responsabilités, création de structures nouvelles comme par exemple cellules de contrôle de fonctionnement.

2. Choix technique

Examen des alternatives techniques sur le plan du coût, sur le plan de l'indépendance vis-à-vis de l'extérieur et sur le plan de la création de l'emploi.

3. Analyse économique

Globale et pour les principales parties du projet: basée sur la méthode de l'analyse par <sup>internal rates</sup> of return, l'analyse économique tiendra notamment compte des coûts et avantages externes.

4. L'analyse devra examiner dans quelles mesures les objectifs du projet sont effectivement réalisables dans le temps indiqué. Le cas échéant, proposition d'étendre le projet dans le temps et

dans l'espace, en prévoyant la possibilité d'une deuxième phase dans 4 ou 5 ans.

#### 5. Autres éléments d'analyse

- Place du projet dans le concept global de développement;
- Effet du projet sur la balance des paiements;
- Effet sur l'emploi: nombre d'emplois directs et indirects provoqué par le projet;
- Coût de la place de travail;
- Répartition des revenus créés à l'intérieur de la région, en particulier bénéfice que la partie la plus démunie de la population tirera du projet;

#### 6. Etude de marché

Les possibilités d'écoulement de la production supplémentaire devront être en particulier étudiées, tenant compte des améliorations nécessaires au système de commercialisation et de stockage.